

Kecueil alloz > hebdomadaire 27 octobre 2022 pages 1849 à 1896

CHRONIQUE / Droit Que faire de nos *a priori* en droit? Jalons pour une recherche antécédente > Jean-Sylvestre Bergé 1865

ÉDITORIAL

198e année

n° 37 / 7970e

1849 En attendant la coupe du monde, Franck Laffaille

ACTUALITÉS

- 1852 Pratique anticoncurrentielle (dommages-intérêts): portée de la directive européenne
- 1854 Fonds de commerce (cession): sort des contrats de distribution exclusive
- Société par actions simplifiée (exclusion): renvoi d'une QPC
- 1856 Discrimination (religion): protection des convictions religieuses ou philosophiques
- 1856 Exhibition sexuelle (Femen): condamnation de la France par la CEDH
- 1857 Détention (travail pénitentiaire): publication d'une ordonnance
- 1859 Pollution de l'air (réduction): condamnation de l'État au paiement de deux astreintes
- 1861 Licenciement (nullité): atteinte à une liberté fondamentale

POINT DE VUE

1863 L'abus de l'état de dépendance à l'aune de l'abus de circonstances, Juliette Brunie

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- Chronique: Les détenteurs de crypto-monnaies sont-ils des créanciers chirographaires des plateformes d'échange?, Corinne Boismain
- 1875 Panorama : Sociétés et groupements, Eddy Lamazerolles et Anne Rabreau
- 1886 Notes: Point d'action sociale ut singuli possible contre les dirigeants d'association, note sous Civ. 3°, 7 juill. 2022, Jean-François Hamelin
- 1891 Un phénomène naturel et extérieur à la chose vendue peut-il être constitutif d'un vice caché?, note sous Civ. 3e, 15 juin 2022, Nicolas Bonnardel

ENTRETIEN

1896 Jean-François Giacuzzo – La fin des dark stores?





31/35 rue Froidevaux 75685 PARIS CEDEX 14 Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66 Fax 01 40 64 54 66 www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

Présidente, Directrice de la publication, Sylvie Faye

> DIRECTRICE DES ÉDITIONS, CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES », **HÉLÈNE HOCH**

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Alain Bénabent, Nicolas Dissaux, Bénédicte Fauvarque-Cosson et Philippe Merle

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (5379)

· CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD

· ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZÉ-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES 1^{re} secrétaire de rédaction : Véronique THILL Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements: Yvette NAY, *Directrice* 80 avenue de la Marne-92541 Montrouge Cedex

Fax: 01 41 48 47 92-ventes@dalloz.fr

Relations clients: Corinne ROUTIER, Responsable

Tél.: 01 41 05 29 62

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL
Tél. : 01 40 92 20 24-publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 840 € HT (857,54 € TTC)

Étranger : 906 € HT

Prix au numéro : 37,78 € TTC

ISSN 0034-1835-N° CPPAP 1022 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Octobre 2022

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 € Siège social : 31-35, rue Froidevaux Paris 14°

RCS Paris 572 195 550 Siret 572 195 550 00098 Code APE 5811Z

TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite





Origine du papier : Portugal Taux de fibres recyclées : 0 % PTot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE



ÉDITORIAL

Franck Laffaille

1849 En attendant la coupe du monde



1852

BE BERT

DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Pratique anticoncurrentielle (dommages-intérêts): portée de la directive européenne, Com. 19 oct. 2022

Consommation

Clause abusive (appréciation): portée de l'exigence de « bonne foi », CJUE 13 oct. 2022 Sanction (déréférencement de site): constitutionnalité du régime, Cons. const. 21 oct. 2022

Fonds de commerce et commerçants

Agent commercial (rémunération): caractère impératif de la commission, CJUE 13 oct. 2022 Agent commercial (sous-agence): indemnité d'éviction de l'agent principal, CJUE 13 oct. 2022

Agent commercial (rupture du contrat): responsabilité civile en cas de faute grave, Com. 19 oct. 2022

Fonds de commerce (cession): sort des contrats de distribution exclusive, Com. 19 oct. 2022

Société et marché financier

Société par actions simplifiée (exclusion): renvoi d'une QPC, Com. 12 oct. 2022

Société européenne (transformation): accord relatif à l'implication des travailleurs, CJUE 18 oct. 2022

1856

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Discrimination (religion): protection des convictions religieuses ou philosophiques, CJUE 13 oct. 2022

1856

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Exhibition sexuelle (Femen): condamnation de la France par la CEDH, CEDH 13 oct. 2022

Procédure pénale

Détention (travail pénitentiaire): publication d'une ordonnance

Comparution immédiate (interrogatoire): présence d'un avocat, *Crim. 18 oct. 2022* Saisie pénale (recours): qualité pour agir de l'établissement de crédit, *Crim. 19 oct. 2022*

1858

DROIT PUBLIC

Environnement

Habitat naturel (protection): consommation du délit par abstention, *Crim. 18 oct. 2022* Pollution de l'air (réduction): condamnation de l'État au paiement de deux astreintes, *CE 17 oct. 2022*

1860

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Licenciement (agent de sécurité): portée de l'avis d'incompatibilité, Soc. 19 oct. 2022 CHSCT (vote): exclusion du chef d'entreprise, Soc. 19 oct. 2022

Licenciement (nullité): atteinte à une liberté fondamentale, Soc. 19 oct. 2022

Liberté religieuse: salarié à disposition d'une collectivité territoriale, Soc. 19 oct. 2022
Participation (accord): qualité pour invoquer la nullité d'une clause, Soc. 19 oct. 2022
Prud'hommes (procédure): recevabilité des demandes additionnelles, Soc. 19 oct. 2022

1862

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Appel civil (fin de non-recevoir): compétence du conseiller de la mise en état, Civ. 2º, avis, 11 oct. 2022



1863

L'abus de l'état de dépendance à l'aune de l'abus de circonstances par Juliette Brunie



CHRONIQUES

1865

Que faire de nos *a priori* en droit? Jalons pour une recherche antécédente par Jean-Sylvestre Bergé

1871

Les détenteurs de crypto-monnaies sont-ils des créanciers chirographaires des plateformes d'échange? par Corinne Boismain

NOTES

1886

Point d'action sociale ut singuli possible contre les dirigeants d'association, note sous Civ. 3º, 7 juill. 2022 par Jean-François Hamelin

1891

Un phénomène naturel et extérieur à la chose vendue peut-il être constitutif d'un vice caché?, note sous Civ. 3°, 15 juin 2022 par Nicolas Bonnardel

PANORAMA

1875

Sociétés et groupements septembre 2021 – août 2022 par Eddy Lamazerolles et Anne Rabreau

1 2 3 ENTRETIEN

Le prochain numéro du Recueil paraîtra le 10 novembre 2022

Jean-François Giacuzzo – La fin des dark stores?

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

1896

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises);
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... »,
 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page);
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises);
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectezvous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

> Retrouvez également votre revue numérique sur Dalloz-Revues.fr